

NEWSLETTER DE LA CSSF

Lettre d'information mensuelle de la Commission de surveillance du secteur financier

Statistiques
statistiques

Organismes de placement collectif

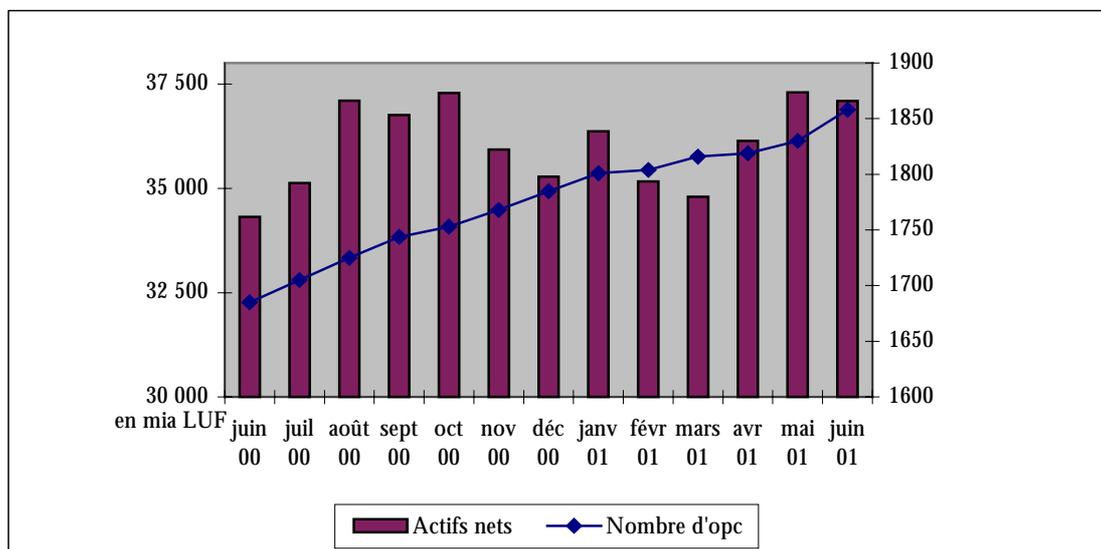
Le patrimoine global des organismes de placement collectif en très légère baisse

Au 30 juin 2001, le patrimoine global net des organismes de placement collectif s'est élevé à EUR 918,4 milliards (LUF 37.049 milliards) contre EUR 924,5 milliards (LUF 37.295 milliards) au 31 mai 2001. Le secteur des organismes de placement collectif luxembourgeois a par conséquent diminué de 0,66% par rapport au mois précédent. Le secteur fait état d'une augmentation de 5,01% par rapport au 31 décembre 2000 où le patrimoine global net était de EUR 874,6 milliards (LUF 35.280 milliards). Considéré sur la période des douze derniers mois écoulés, le volume des actifs nets est en progression de 7,95%.

Au cours du mois de référence l'investissement net en capital, qui se définit comme le montant des émissions nettes diminuées des rachats nets ajustés pour tenir compte des opc entrés en liquidation, s'est élevé à EUR 9,8 milliards (LUF 396 milliards).

Le nombre d'organismes de placement collectif pris en considération est de 1.858 contre 1.830 le mois précédent. 1.085 opc ont adopté une structure à compartiments multiples ce qui représente 6.539 compartiments. En y ajoutant les 773 opc à structure classique, un nombre total de 7.312 unités sont actives sur la place financière.

En ce qui concerne l'origine des promoteurs des opc, il convient de signaler que les promoteurs américains ont dépassé les promoteurs allemands pour la première fois à la fin du mois de mai, les Etats-Unis se classant dorénavant en deuxième position derrière la Suisse comme pays d'origine. La Suisse quant à elle, reste également prédominante pour ce qui est de la nationalité d'origine des 20 principaux fonds établis au Luxembourg. (cf. plus loin, statistiques trimestrielles au sujet des opc.)



Banques

Somme des bilans des banques en augmentation mensuelle de 3,6%

La somme des bilans des banques établies au Luxembourg s'est élevée à EUR 699,29 milliards (LUF 28.209 milliards) au 30 juin 2001 par rapport à EUR 674,93 milliards (LUF 27.227 milliards) au 31 mai 2001, soit une augmentation mensuelle assez importante de 3,6%.

Au 1er août 2001, le nombre des établissements de crédit inscrits sur la

liste officielle des banques s'établissait à 197, chiffre identique au mois précédent.

Le personnel employé auprès des établissements de crédit luxembourgeois est passé de 23.555 unités au 31 mars 2001 à 23.724 au 30 juin 2001. Sur un an, la progression est de 1.667 unités, soit une croissance de l'emploi de 7,6%.

Compte de profits et pertes au premier semestre

Malgré une conjoncture économique plus difficile, les résultats des banques au premier semestre 2001 se situent au même niveau que l'année dernière (communiqué à la presse le 25 juillet 2001)

Au 30 juin 2001, les comptes de profits et pertes des établissements de crédit luxembourgeois ont dégagé un résultat brut avant provisions qui s'élève à EUR 2,474 milliards. Par rapport à la même date de l'année dernière, où ces mêmes résultats atteignaient EUR 2,299 milliards, la progression enregistrée est de 7,6%. Abstraction

faite de phénomènes dont il est fait état ci-après, les résultats de 2001 se situent globalement au même niveau qu'en l'an 2000. Cette évolution est d'autant plus remarquable qu'elle a lieu dans un contexte plus difficile, marqué à la fois par une dépréciation générale des marchés financiers et un ralentissement économique.

Compte de profits et pertes au premier semestre¹

Poste en mio EUR	2000	2001	%
Marge d'intérêts ²	1 794	2 164	20,6%
Revenus de commissions	1 521	1 402	-7,8%
Autres revenus nets	522	673	28,9%
Produit bancaire	3 838	4 239	10,5%
Frais de personnel	746	843	13,0%
Autres frais d'exploitation	793	923	16,3%
Résultat avant provisions	2 299	2 474	7,6%

Plusieurs explications doivent être avancées afin de permettre une interprétation correcte des chiffres présentés. Si l'état des comptes de profits et pertes des banques enregistrait encore au premier trimestre 2001 une baisse de 13% par rapport à l'année dernière, les données pour le

premier semestre indiquent à première vue une nouvelle progression des résultats des banques de la place.

Quelques opérations non récurrentes, liées à la vente de participations, ont permis à certaines

¹ Recensement effectué sur un échantillon qui représente 96,3% du résultat net global de la place

² y compris dividendes perçus sur les filiales

banques importantes de réaliser des plus-values substantielles, qui se sont répercutées sur le poste « autres revenus nets ». La croissance également appréciable de la « marge d'intérêts » qui passe de EUR 1,794 milliards à EUR 2,164 milliards (soit plus de 20%) tient pour une part à l'encaissement de dividendes par les établissements luxembourgeois sur leurs filiales détenues à l'étranger, reflet de leur expansion internationale récente. D'autre part, l'activité de crédit se maintient à un niveau de développement élevé et influe par là même de façon positive sur la marge d'intérêts.

Le poste « revenus de commissions » affiche quant à lui une baisse de près de 8% à EUR 1,402 milliards. Les chutes brutales des marchés

financiers en sont la cause principale. La baisse serait toutefois plus importante, si elle n'était compensée partiellement par le niveau élevé d'activité des fonds d'investissements.

Du côté des coûts de fonctionnement, les frais de personnel et les frais d'exploitation connaissent des hausses importantes, liées au recrutement de personnel et à l'investissement dans les systèmes informatiques.

De façon générale, c'est le volume d'activités resté très soutenu, ainsi que le souligne l'évolution à la hausse des bilans, qui a permis aux établissements de la place de maintenir des résultats très satisfaisants au vu de la conjoncture.

Professionnels du secteur financier (PSF)

**Somme des bilans s'établissant à EUR 2 milliards en progression de 1,2%
Progression de 67% du résultat net**

Suivant les données établies au 30 juin 2001, la somme des bilans de l'ensemble des professionnels du secteur financier (133 entreprises en activité au total) se chiffre à EUR 2,000 milliards contre 1,976 milliards au mois précédent, soit une augmentation de 1,2% (+33% sur une base annuelle).

Le résultat net pour ces mêmes entreprises s'établit à EUR 218 millions, en nette progression (+67%) par rapport à l'an 2000, puisqu'à la même période celui-ci se chiffrait à EUR 134 millions, alors que la somme des bilans totalisait EUR 1,508 milliards.

Répartition des professionnels du secteur financier selon leur statut (au 1er août 2001)

Catégorie		Nombre
Commissionnaires	COM	12
Conseillers en opérations financières	COF	10
Courtiers	COU	6
Dépositaires professionnels de titres ou d'autres instruments financiers	DEP	4
Distributeurs de parts d'OPC	DIST	43
Domiciliataires de sociétés	DOM	28
Gérants de fortunes	GF	51
Preneurs ferme	PF	4
Professionnels intervenant pour leur propre compte	PIPC	16
Teneurs de marché	TM	2
TOTAL *		138

* le même établissement peut être repris dans plusieurs catégories

Nouvel Accord de Bâle : derniers développements

I. Mise à jour au sujet du Nouvel Accord

Le Comité de Bâle a reçu plus de 250 commentaires sur le document consultatif de janvier 2001 qui ont été analysés de manière approfondie. Suite à ces commentaires, les cinq propositions de principe suivantes ont été retenues dans le communiqué de presse du 25 juin 2001 (<http://www.bis.org/press/p010625.htm>)

- (1) L'approche des trois piliers ainsi que l'objectif d'une plus forte sensibilité au risque sont maintenus.
- (2) Le niveau de capitalisation exigé dans la nouvelle approche standard, pour une banque représentative donnée, reste inchangé par rapport au régime actuel. Une légère réduction des exigences est prévue en cas de passage de l'approche standard à l'approche de base pour les notations internes («IRB foundation»), ce qui

II. Publication d'un document de travail sur le traitement des pertes attendues et de la marge d'intérêt future dans l'approche basée sur les notations internes.

Afin d'informer le secteur financier sur les travaux en cours et d'encourager le dialogue avec les parties concernées, le Comité de Bâle a publié le 30 juillet 2001 un document intitulé « Working Paper on the IRB Treatment of Expected Losses and Future Margin Income » (http://www.bis.org/publ/bcbs_wp5.pdf)

Ce dernier document qui a été rédigé par le Groupe de travail conjoint de la «Accounting Task Force» et de la

nécessitera vraisemblablement un certain nombre de réajustements.

- (3) L'importance relative de 20% des exigences, proposée à l'origine pour la couverture du risque opérationnel, est considérée comme étant trop élevée.
- (4) Un traitement plus approprié que celui proposé dans le document consultatif de janvier 2001 est prévu pour les PME, amenant vraisemblablement une baisse des exigences pour ces débiteurs.
- (5) En tenant compte des nombreux commentaires reçus, les délais de la finalisation ainsi que de l'entrée en vigueur du nouvel Accord sont reportés d'une année. Un troisième document consultatif sera publié au premier trimestre 2002 afin de pouvoir finaliser l'Accord pour l'année 2002. L'entrée en vigueur est donc fixée à 2005.

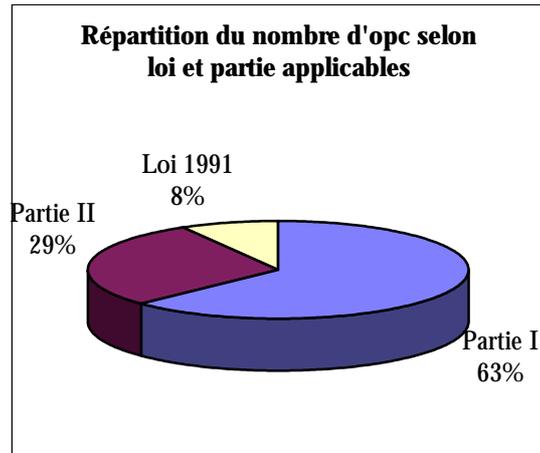
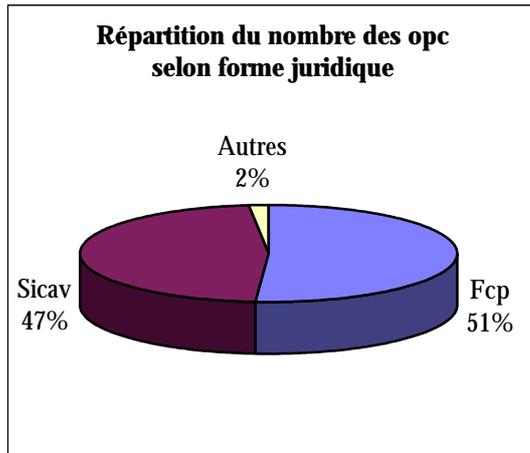
«Models Task Force» porte sur le traitement des pertes attendues et de la marge d'intérêt future dans l'approche basée sur les notations internes.

Il prend position suite aux commentaires négatifs émis au sujet de la décision du Comité de calibrer les exigences en fonds propres, non seulement sur les pertes inattendues, mais également sur les pertes attendues. En conséquence, le document propose une approche pragmatique dans laquelle les provisions spécifiques et générales, ainsi que les revenus futurs de la marge d'intérêt pour le portefeuille de détail peuvent être entièrement ou partiellement utilisés pour la couverture des pertes attendues.

Statistiques trimestrielles sur l'industrie des organismes de placement collectif situation au 30 juin 2001

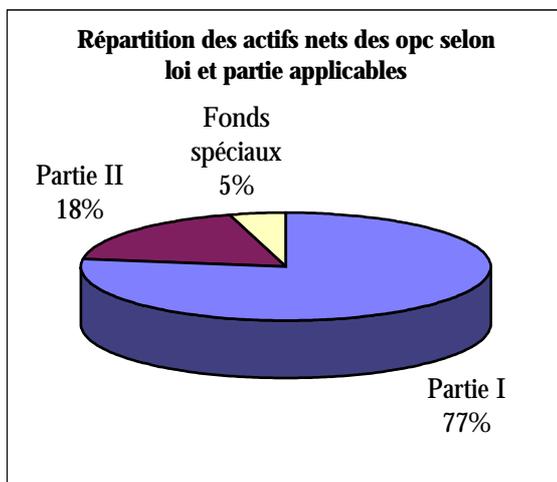
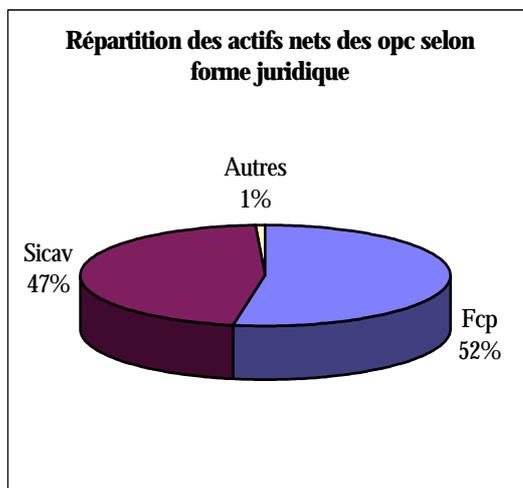
En plus des statistiques mensuelles, la lettre d'information reprend tous les trois mois des informations plus détaillées sur le secteur des fonds d'investissement, notamment en ce qui

concerne l'origine des promoteurs et la politique d'investissement des opc.



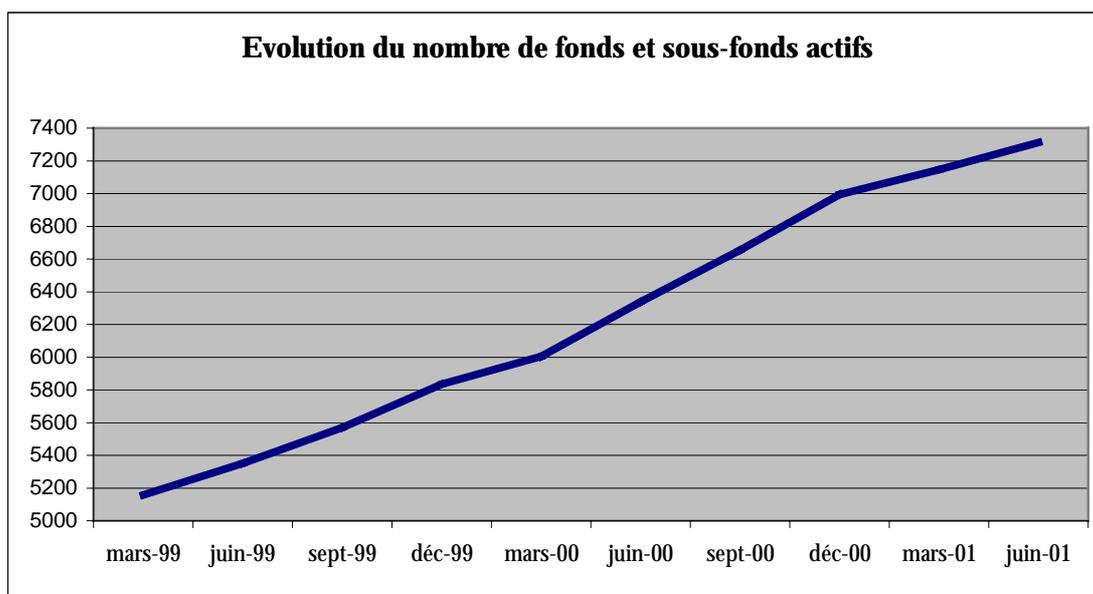
Nombre d'OPC

	Fcp	Sicav	Autres	Total
Partie I	606	548	8	1 162
Partie II	252	272	20	544
Fonds spéciaux	96	54	2	152
Total	954	874	30	1 858

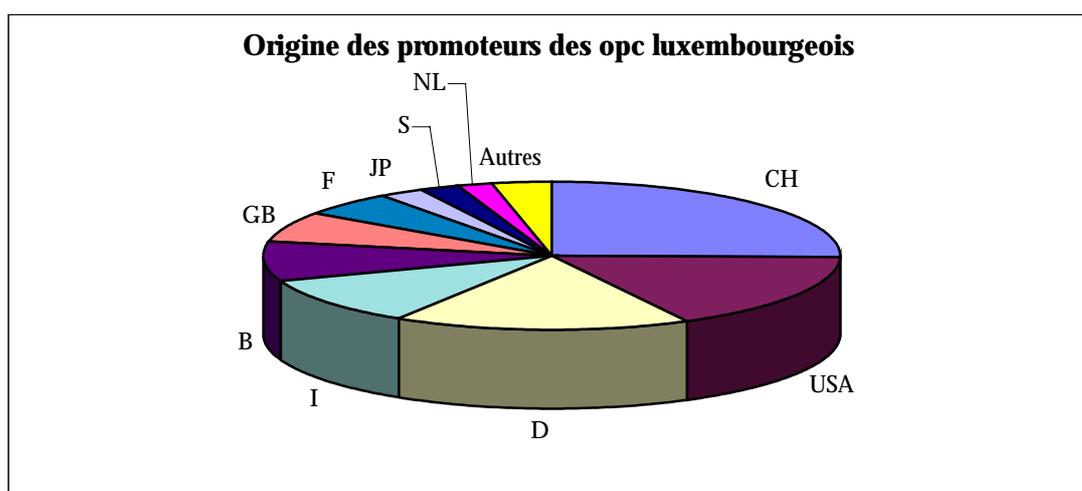


Actifs nets des OPC (en EUR mia)

	Fcp	Sicav	Autres	Total
Partie I	330,499	374,091	2,221	706,811
Partie II	121,096	43,573	5,379	170,048
Fonds spéciaux	28,758	12,574	0,235	41,567
Total	480,353	430,238	7,835	918,426



	mars-99	juin-99	sept-99	déc-99	mars-00	juin-00	sept-00	déc-00	mars-01	juin-01
Nombre de fonds et sous-fonds actifs	5158	5351	5570	5836	6004	6338	6654	6995	7147	7312



Origine des promoteurs des opc luxembourgeois

	Actifs nets	en %
Suisse	232,5	25,3%
Etats-Unis	155,6	16,9%
Allemagne	152,5	16,6%
Italie	97,0	10,6%
Belgique	79,4	8,7%
Royaume-Uni	60,0	6,5%
France	49,4	5,4%
Japon	23,3	2,5%
Suède	19,0	2,1%
Paya-Bas	18,3	2,0%
Autres	31,4	3,4%
Total	918,4	100,0%

Politique d'investissement des opc

	Actifs nets (en mia EUR)
VM à revenu fixe	324,3
VM à revenu variable	370,2
VM diversifiées	73,7
Capitaux à risque élevé	0,6
VM non cotées	2,7
Leveraged funds	2,4
Autres OPC de type ouvert	58,9
Instruments du marché monétaires et liquidités	73,6
Liquidités	7,4
Immobilier	3,4
Futures et/ou options	1,2
Autres valeurs	0,0
Total	918,4

LISTE DES BANQUES

Liste des établissements de crédit qui ont été enregistrés ou retirés sur le tableau officiel des établissements de crédit pendant le mois de juillet 2001 :

Aucun changement.

LISTE DES PROFESSIONNELS DU SECTEUR FINANCIER (PSF)

Nouveaux établissements :

A.L.T. Management S.A. domiciliataire de sociétés
Autorisation ministérielle du 12 juillet 2001

International Financial Data Services (Luxembourg) S.A. distributeur de parts d'opc sans faire ni accepter des paiements
Autorisation ministérielle du 25 juillet 2001

ACM Global Investor Services S.A. domiciliataire de sociétés
Autorisation ministérielle du 27 juillet 2001

F.G.P. (Luxembourg) S.A. conseiller en opérations financières
Autorisation ministérielle du 27 juillet 2001

Alternative Leaders S.A. gérant de fortunes; conseiller en opérations financières; courtier; commissionnaire
Autorisation ministérielle du 30 juillet 2001

Retrait :

Compagnie Internationale des Rentes S.A.
251, route d'Arlon
L-1150 Luxembourg
Date: 29 juin 2001
Statut: commissionnaire
Fusion avec la société **Carl Kliem**

Elargissement de statut

Liberty Ermitage Luxembourg S.A. ajout à son statut de distributeur de parts d'opc sans faire ni accepter des paiements celui de **commissionnaire**

LISTE DES ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF (OPC)

Inscriptions et retraits pendant le **mois de juin** 2001 de la liste officielle des organismes de placement collectif luxembourgeois qui relèvent de la loi du 30 mars 1988 et de la liste officielle des organismes de placement collectif qui relèvent de la loi du 19 juillet 1991

Inscriptions

ACM INSTITUTIONAL SERIES, 35, boulevard du Prince Henri, L-1724 Luxembourg
BBL PROTECTED, 52, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
BEESON GREGORY INVESTMENT MANAGEMENT SICAV, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
BSI - NEW BIOMEDICAL FRONTIER (SICAV), 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg

CREDIT SUISSE FUND OF FUNDS (LUX), 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg-Kirchberg
DEKA-PRIVATEEQUITY, 6C, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
DELTA LLOYD TOP, 34, avenue de la Liberté, L-1930 Luxembourg
DIT-PRIVATRENTE 1942-1951, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
DIT-PRIVATRENTE 1952-1956, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg

DIT-PRIVATRENTE 1957-1966, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
 DIT-PRIVATRENTE 1967-1976, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
 DIT-PRIVATRENTE 1977-1996, 6A, route de Trèves, L-2633 Senningerberg
 DYNAMIC FUNDS, 2, boulevard Konrad Adenauer, L-1115 Luxembourg
 EUROMOBILIARE INTERNATIONAL FUND, 10-12, avenue Pasteur, L-2310 Luxembourg
 EUROPEAN STOCK FUND, 287-289, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
 FT TECLEADERS, 283, route d'Arlon, L-1150 Luxembourg
 GOLDMAN SACHS INVESTMENT FUNDS, 47, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 H & A LUX RAPTOR II, 21, avenue de la Liberté, L-1931 Luxembourg
 INVESCO CE FUND, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 INVESTIS, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 JULIUS BAER MULTIPLUS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
 JULIUS BAER MULTITRADING, 39, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg
 MAN-GLENWOOD ABSOLUTE RETURN STRATEGIES, 19-21, route d'Arlon, L-8009 Strassen
 MELIOR SICAV, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 NOVENERGIA 2010, 1A, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg
 OAK INVEST, 14, boulevard Royal, L-2449 Luxembourg
 OPTIMUS II, 6A, Circuit de la Foire Internationale, L-1347 Luxembourg-Kirchberg
 PLANEX, 4, rue Thomas Edison, L-1445

Luxembourg-Strassen
 SGAM ALTERNATIVE TECHNOLOGY FUND, 11-13, avenue Emile Reuter, L-2420 Luxembourg
 SINOPIA ALTERNATIVE FUNDS, 11, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
 T. ROWE PRICE FUNDS SICAV, 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg
 TERCAS SICAV LUX, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 THETA GLOBAL FUND UNIVERSAL, 4, rue de l'Eau, L-1449 Luxembourg
 UNICO PFADFINDER, 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
 UNIGARANT: EURO STOXX 50 (2006), 308, route d'Esch, L-1471 Luxembourg
 WORLDSELECT, 4, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg-Kirchberg

Retraits

ACTIVEST LUX EMERGING MARKETS GARANTIE 06/2001, 4, rue Alphonse Weicker, L-2721 Luxembourg-Kirchberg
 BANQUE BELGE ASSET MANAGEMENT FUND, 14, rue Aldringen, L-1118 Luxembourg
 CHASE MANHATTAN VISTA FUNDS, 5, rue Plaetis, L-2338 Luxembourg
 ITALIA DISCOVERY, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 LLOYDS AMERICAS ASSET MANAGEMENT SICAV, 1, rue Schiller, L-2519 Luxembourg
 NORD/LB INVESTMENTFONDS, 69, route d'Esch, L-1470 Luxembourg
 PRIBOND FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg
 PRIEQUITY FUND, 20, boulevard Emmanuel Servais, L-2535 Luxembourg

Place financière

Les principaux chiffres actualisés concernant la place financière :

Nombre de banques : **197** (31 juillet 2001)

Somme de bilans : **EUR 699,29 milliards** (30 juin 2001)

Résultat net : **EUR 2,524 milliards** (30 juin 2001)

Emploi : **23 724 personnes** (30 juin 2001)

Nombre d'OPC : **1 858** (30 juin 2001)

Patrimoine global : **EUR 918,4 milliards** (30 juin 2001)

Nombre de PSF : **138** (31 juillet 2001)

Somme de bilans : **EUR 2,0 milliards** (30 juin 2001)

Emploi : **3 901 personnes** (30 juin 2001)

Emploi total dans les établissements surveillés : **27 625 personnes** (30 juin 2001)

Newsletter de la CSSF

Conception et rédaction : Secrétariat général de la CSSF

110, route d'Arlon

L-2991 LUXEMBOURG

Tél. : (+352) 26 251 301 / 237

E-mail : direction@cssf.lu

Site Internet : www.cssf.lu